



3<sup>ème</sup> EDITION DU FORUM ECONOMIQUE D.R. CONGO – ANGOLA

*“Intégration sous-régionale et développement du commerce transfrontalier”*

Lieu: Hôtel Golden Tulip, Kinshasa

## COMMUNIQUE FINAL

Sous les Hauts Auspices de Leurs Excellences Monsieur Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République Démocratique du Congo, et Monsieur João Manuel Gonçalves LOURENÇO, Président de la République d’Angola, s’est tenue à Kinshasa, du 1er au 2 avril 2026, la troisième édition du Forum Économique République d’Angola – République Démocratique du Congo, placée sous le thème :

**« Intégration sous-régionale et développement du commerce transfrontalier ».**

Ce Forum a réuni les membres des Gouvernements, les responsables des administrations publiques, les institutions financières, les opérateurs économiques ainsi que les experts des deux pays.

Les travaux ont été marqués par un esprit de fraternité, de coopération et de volonté commune de renforcer les relations économiques bilatérales, dans l’intérêt mutuel des deux peuples.

### **I. Objectifs du Forum**

Le Forum avait pour objectifs principaux de :

1. promouvoir le développement du commerce transfrontalier formel ;
2. renforcer l’intégration économique et financière entre les deux pays ;
3. identifier les obstacles structurels aux échanges ;
4. proposer des mesures concrètes en vue de stimuler les investissements et les partenariats économiques.

## II. Constats

Les participants ont relevé que, malgré le potentiel considérable des échanges entre les deux pays, plusieurs contraintes continuent de freiner leur développement, notamment:

1. la prédominance du commerce informel ;
2. les difficultés liées aux systèmes de paiement formels ;
3. la multiplicité des taxes et des barrières administratives ;
4. les tracasseries aux frontières ;
5. l'insuffisance des infrastructures logistiques et frontalières ;
6. le manque d'harmonisation des cadres réglementaires et fiscaux ;
7. le faible niveau de digitalisation des procédures.

## III. Recommandations

Au terme des travaux, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

### 1. Facilitation du commerce et modernisation douanière

- Accélérer la digitalisation et l'interconnexion des systèmes douaniers ;
- Mettre en place des postes frontaliers à guichet unique ;
- Simplifier et harmoniser les procédures douanières et fiscales.

### 2. Formalisation des échanges transfrontaliers

- Instituer un régime commercial simplifié pour le petit commerce frontalier ;
- Renforcer les mécanismes de lutte contre la fraude et la contrebande.

### 3. Développement des infrastructures

- Moderniser les infrastructures frontalières et logistiques ;
- Améliorer les corridors de transport et les facilités de transit.
- Faire du corridor de Lobito un axe structurant d'intégration régionale, à travers la modernisation coordonnée des infrastructures ferroviaires et routières, la création des activités minières, industrielles et agro-industrielles et l'inclusion des communautés riveraines.
- Investir dans la production de l'énergie électrique pour répondre à la demande croissante.
- développer des plateformes logistiques multimodales (rail–route–port) afin d'optimiser les coûts et délais de transport.

### 4. Intégration financière

- Harmoniser les réglementations de change ;

- Promouvoir l'utilisation des systèmes régionaux et panafricains de paiement (SADC-RTGS, PAPSS) ;
- Faciliter les transactions en monnaies nationales.

#### 5. Inclusion financière

- Renforcer l'accès des populations aux services financiers ;
- Promouvoir l'éducation financière et les solutions numériques.

#### 6. Coopération institutionnelle

- Mettre en place des mécanismes permanents de concertation ;
- Renforcer la coopération entre administrations douanières, fiscales et financières.

#### 7. Partenariat public-privé

- Encourager les investissements conjoints et les joint-ventures ;
- Impliquer davantage le secteur privé dans la mise en œuvre des réformes.

#### 8. Pêche et économie bleue

- développer des infrastructures de stockage frigorifique et de transport réfrigéré ;
- améliorer la chaîne logistique afin de réduire les pertes post-capture ;
- mettre en œuvre effectivement les accords bilatéraux de pêche ;
- gérer de façon concertée les espaces maritimes et la prévention des incidents liés à la pêche ;
- renforcer les mécanismes de surveillance maritime et de lutte contre la pêche illégale.

#### 9. Hydrocarbures

- mettre en place un cadre bilatéral d'échanges sécurisés et transparents ;
- structurer une chaîne de valeur pétrolière régionale ;
- développer des plateformes logistiques transfrontalières intégrées ;
- mettre en place un mécanisme de financement conjoint.

### **IV. Engagements**

Les parties ont convenu de :

1. élaborer une feuille de route conjointe, assortie d'indicateurs de performance ;
2. assurer un suivi régulier de la mise en œuvre des recommandations ;
3. renforcer la coordination entre les institutions compétentes des deux pays ;
4. œuvrer à la mise en place progressive d'un espace économique intégré ;

5. pour les deux gouverneurs des banques centrales, qui se sont rencontrés, de signer un protocole d'accord à une date à convenir en juillet 2026 ;

## **V. Conclusion**

À l'issue des travaux, les participants ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des échanges et aux résultats obtenus.

Ils ont salué l'engagement des Hautes Autorités des deux pays à renforcer la coopération économique bilatérale et à promouvoir une intégration effective et durable.

Les participants ont réaffirmé leur engagement de traduire les recommandations issues du Forum en actions concrètes, au bénéfice des populations des deux pays.

Le prochain forum sera organisé en Angola à une date à convenir entre les deux gouvernements.

Cette déclaration finale est rédigée en français et en portugais.

Fait à Kinshasa, le 2 avril 2026

**Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Congo**

**Daniel MUKOKO SAMBA**

**Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie Nationale**

**Pour le Gouvernement de la République d'Angola**

**José de Lima MASSANO**

**Ministre d'Etat, Ministre de la Coordination Economique**